



POUR PATRICK HETZEL, DÉPUTÉ LR DU BAS-RHIN, « FRÉDÉRIQUE VIDAL EST ALLÉE VITE PARCE QU'ELLE A UN TROPISME UNIVERSITAIRE »

## « Parcoursup, réforme minimale et embêtements maximums »

*Marche forcée Patrick Hetzel est député LR du Bas-Rhin et président de l'EM Strasbourg Business School. Il a été directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle (DGESIP) de 2008 à 2012*

**Les présidents d'université s'alarment du manque de moyens alloués à la réforme « Vidal ». Pensez-vous que cette inquiétude soit justifiée ?**

Leur réaction me semble tardive. Ils ne manifestent leur inquiétude que maintenant, alors que le manque de moyens accompagnant la réforme Parcoursup n'est pas nouveau. On ne les a pas entendus lors de la discussion de la loi en octobre et c'est bien dommage. Ils se trouvent donc dans une forme d'injonction paradoxale : ils approuvent la réforme mais regrettent le manque de moyens. Je pense que c'est une façon de se dédouaner des difficultés à venir : si cela ne marche pas, ce ne sera pas de leur faute. Il y a un peu de Ponce Pilate dans cette attitude. Pour ma part, je n'ai pas attendu pour dire que cette réforme était faite à marche forcée. On aurait dû se contenter de se préoccuper des filières en tension, conserver A.P.B et prendre le temps de réfléchir aux changements nécessaires.

**Frédérique Vidal explique qu'elle n'avait pas le choix, que la CNIL avait demandé le changement...**

L'argument ne tient pas ! La CNIL fait des préconisations, qu'il faut suivre, mais elle n'impose pas le tempo, car à l'impossible nul n'est tenu. Frédérique Vidal avait en plus une bonne raison de prendre son temps : elle venait d'arriver. Rien ne l'obligeait donc à modifier dans l'urgence A.P.B. Quant au problème du tirage au sort, il était possible de le traiter de façon transitoire juste pour cette année et se laisser le temps d'un vrai travail de fond pour rénover A.P.B. La communication l'a emporté sur le réalisme et le pragmatisme, c'est dommage. Un tempo beaucoup plus long aurait évité de faire courir un risque maximum aux lycéens. Je pense que si elle est allée vite, c'est peut-être parce qu'elle a un tropisme universitaire lié au fait que la ministre est une ancienne présidente d'université. D'ailleurs ce n'est pas un hasard si ses « pairs » approuvent cette réforme. Or, l'enseignement supérieur ne se limite en aucun cas aux universités. C'est une erreur importante que d'avoir négligé cette réalité-là, de ne pas avoir réfléchi à une réforme plus globale. La particularité et la richesse de notre système tiennent à sa diversité.

**Aucune disposition de la réforme**

**ne trouve donc grâce à vos yeux ?**

C'est évidemment mieux que rien ! Mais je considère que c'est une réforme minimale qui crée des embêtements maximums, notamment du point de vue opérationnel. Tant qu'à faire, il aurait fallu aller plus loin, notamment sur la sélection, mais cela ne pouvait être fait dans l'urgence. Je trouve aussi curieux que Jean-Michel Blanquer soit très en retrait sur cette loi, alors que les deux ministères, celui de l'Education et celui de l'Enseignement supérieur, devraient travailler main dans la main sur le sujet. Mais manifestement, Jean-Michel Blanquer ne veut pas parler du sujet, cela a été au moins le cas dans ses dernières interventions. Il semble estimer que ceux qui « s'inscrivent sur Parcoursup » ne font pas partie de ses « ressortissants ». Or ils sont aussi « chez lui » puisqu'ils sont encore lycéens. Je regrette que l'interministériel ne fonctionne pas mieux sur le sujet. @iinchauspe t ■

*par Interview Irène Inchauspé*

@iinchauspe t

### ENCADRÉS DE L'ARTICLE

« Il aurait fallu aller plus loin, notamment sur la sélection, mais cela ne pouvait être fait dans l'urgence »

